Monsieur CYRIL TOURNIER  
6B Route de Broye  
70140 PESMES

**L.R.A.R 2C 1100 2284 046**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

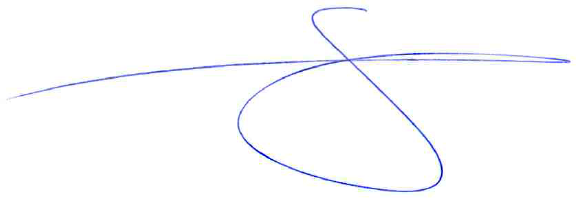
- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : tuueneu
* Mot de passe : bk4q1

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.



Monsieur KILLIAN WARIN  
Les Vignes de Chassagne  
70140 MONTAGNEY

**L.R.A.R 2C 1100 2284 053**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : y3gq2r5
* Mot de passe : y5bhp

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur JOHAN TESSON  
2B Rue du Moulin  
70150 ETUZ

**L.R.A.R 2C 1100 2284 060**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : gcyjree
* Mot de passe : v4j6q

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur NICOLAS DAVID  
12 Chemin de la Grange du Bas  
25170 CHEVIGNEY SUR L'OGNON

**L.R.A.R 2C 1100 2284 077**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : u1fdtb4
* Mot de passe : 8kgq8

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur DAMIEN SERRETTE  
23 Combe de Maux  
25660 MONTFAUCON

**L.R.A.R 2C 1100 2284 084**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : rp2kg3m
* Mot de passe : phywq

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur LUCAS RUBIS  
3 Route de Besancon  
25170 VILLERS BUZON

**L.R.A.R 2C 1100 2284 091**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : s2w6yk2
* Mot de passe : h4crm

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur EMILIEN ROSSI  
2A Grande Rue  
25170 ETRABONNE

**L.R.A.R 2C 1100 2284 107**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : 9jey67h
* Mot de passe : axv87

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur JEAN-MICHEL BOILLOT  
3 Rue de la Fontaine  
25640 OUGNEY DOUVOT

**L.R.A.R 2C 1100 2284 114**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : fc6rbw5
* Mot de passe : evg6g

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur SAMUEL DUBAIL  
11 Quai de Strasbourg  
25000 BESANCON

**L.R.A.R 2C 1100 2284 121**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : rhx5k1a
* Mot de passe : 3mrky

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur NICOLAS REGNIER  
14 Grande Rue  
25510 GRANDFONTAINE SUR CREUSE

**L.R.A.R 2C 1100 2284 138**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : 5efm12w
* Mot de passe : mh8sd

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Madame NADIA BROCHET  
10 Chemin des Baraques  
39700 MONTEPLAIN

**L.R.A.R 2C 1100 2284 145**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Madame,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensée de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : 4teqy4p
* Mot de passe : etnh2

Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Monsieur THOMAS MOURGEON  
4 Rue Saucets  
25170 CHAUCENNE

**L.R.A.R 2C 1100 2284 152**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : yqg9wdb
* Mot de passe : tur3w

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur HERVE FRICHET  
Hameau de Queutrey  
6 rue Sainte Reine  
70130 VELLEXON QUEUTREY ET VAUDEY

**L.R.A.R 2C 1100 2284 169**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : q3w9n11
* Mot de passe : dv9sh

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur MICKAEL FAGANDET  
4 Grande Rue  
25170 ETRABONNE

**L.R.A.R 2C 1100 2284 176**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : qxg8c76
* Mot de passe : 5nnw3

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur MATTEO DESPORTES  
2A Rue des Coudriers  
25480 PIREY

**L.R.A.R 2C 1100 2284 183**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : aermb63
* Mot de passe : wgj8b

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur UGO MOUGEY  
21 Grande Rue  
25480 PIREY

**L.R.A.R 2C 1100 2284 190**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : 9mtrmcp
* Mot de passe : 66def

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur GAETAN MILLERET  
1 Rue du Chateauneuf  
70140 VALAY

**L.R.A.R 2C 1100 2284 206**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : vebwr9p
* Mot de passe : mugug

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur LUCAS LAMBERT  
3 Rue de L'Eglise  
25410 MERCEY LE GRAND

**L.R.A.R 2C 1100 2284 213**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : d9t5gh6
* Mot de passe : rc1kb

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur MAFUTA PRINCE KIALA  
36 Chemin du Professeur Haag  
25000 BESANCON

**L.R.A.R 2C 1100 2284 220**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : q8114n8
* Mot de passe : kw9dn

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Madame LAURE DENOIX  
12 Rue de la Planchotte  
70150 AVRIGNEY

**L.R.A.R 2C 1100 2284 237**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Madame,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensée de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : g296r8p
* Mot de passe : 14y4d

Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Monsieur VALENTIN DE SOUSA  
11 Rue des Soyottes  
25430 SANCEY LE GRAND

**L.R.A.R 2C 1100 2284 244**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : wuwgrtm
* Mot de passe : t27fk

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur MATHIEU CHÂTEAU  
4 Rue des Fourches  
25530 VERCEL VILLEDIEU LE CAMP

**L.R.A.R 2C 1100 2284 251**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : eqyhp5s
* Mot de passe : b9ar4

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Monsieur ANTHONY CORNE  
10 rue Georges Monneur  
25000 BESANCON

**L.R.A.R 2C 1100 2284 268**

Aff. : VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE SAS

N/Réf : 700139/SAL/HB

Objet : licenciement pour motif économique

VESOUL, le 26 Juin 2023

Monsieur,

Le Tribunal de Commerce de Vesoul, par jugement du 13 juin 2023, a prononcé la Liquidation Judiciaire de la SAS VOIRIN-DENOIX ELECTRICITE, autrefois électricité générale, chauffage, ZA Les Plantes - 6 rue des Vaugereux - 70150 MARNAY, avec établissement secondaire 6 rue du Chanois – 25530 VERCEL, et m'a nommé en qualité de Liquidateur.

La poursuite de l'activité n'a pas été autorisée et votre poste de travail est supprimé, aussi, de ce fait, conformément à la réunion du comité social et économique qui s'est déroulée en mon étude le lundi 19 juin 2023, par la présente, congé-vous est donné de votre emploi, à réception de la présente.

Dans l'éventualité où une clause de non-concurrence serait stipulée dans votre contrat de travail, la présente vous en libère expressément.

Vous êtes dispensé de travailler pendant la période de préavis.

Les salaires et indemnités de préavis, de congés payés et de licenciement, qui pourraient vous être dus, vous seront réglés avec le concours du Fonds National de Garantie des Salaires (AGS).

Les certificats et attestations dont vous pourriez avoir besoin vous seront délivrés par mes soins.

En application des articles L 625-9 du Code de Commerce et L 3253-8 du Code du Travail, la prise en charge, par l'AGS, des sommes dues aux salariés, est subordonnée à la notification du licenciement dans les 15 jours de la liquidation Judiciaire.

Conformément à l'article L 1233-45 du Code du Travail, vous bénéficiez d'une priorité de réembauchage couvrant l'année qui suit la rupture du contrat, sous réserve que vous manifestiez le désir d'en user dans un délai d'un an et qu'il y ait une reprise d'activité.

Vous pouvez connaître le nombre d’heures créditées sur votre compte personnel de formation (CPF), en accédant à votre espace personnel sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr) ou [www.moncompteactivite.gouv.fr](http://www.moncompteactivite.gouv.fr). Pour une durée du travail à temps complet sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF se fait à hauteur de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu’à l’acquisition d’un crédit de 120 heures, puis de 12 heures par année supplémentaire de travail à temps complet dans la limite de 150 heures maximum. Pour une durée du travail à temps partiel sur l’ensemble de l’année, l’alimentation du CPF est calculée à due proportion du temps de travail effectué.

Vous disposez d'un délai de réflexion de 21 jours à compter du lendemain de la réception du dossier qui vous est adressé sous ce pli, pour me retourner le bulletin d'acceptation à la proposition du contrat de sécurisation professionnelle signé, accompagné des pièces demandées, et prendre rendez-vous avec le Pôle emploi de votre domicile.

L'absence de réponse dans le délai est assimilée à un refus et la présente constitue la notification de votre licenciement.

Votre attention est, une nouvelle fois, attirée sur le fait qu'en cas d'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, vous ne percevrez pas d'indemnité de préavis (sous réserve de vos droits). Le Fonds de garantie des salaires prendra en charge le préavis représentatif de la contribution de financement au régime des contrats de sécurisation professionnelle et le reversera directement aux organismes gestionnaires.

Conformément à l’article L 911-8 du Code de Sécurité Sociale, les éventuelles garanties collectives frais de santé (remboursement des soins liés à la maladie, l’accident ou la maternité) et prévoyance (incapacité de travail, invalidité et décès) souscrites sont maintenues à compter de la date de cessation du contrat de travail pour une période égale à la durée d’indemnisation du chômage et dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, sans pouvoir excéder 12 mois.

Conformément à l’article L 1235-2 du Code du Travail, je vous rappelle que vous pouvez solliciter une demande de précision des motifs du licenciement énoncés dans la présente lettre, dans les 15 jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. J’ai la faculté d’y donner suite dans un délai de 15 jours après réception de votre demande, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé. Je peux également, le cas échéant et dans les mêmes formes, prendre l’initiative d’apporter des précisions à ces motifs dans un délai de 15 jours suivant la notification du licenciement.

Je vous rappelle que se prescrivent dans un délai de 12 mois toutes contestations portant sur :

- la rupture du contrat de travail ou son motif à compter de votre adhésion au contrat de sécurisation professionnelle conformément à l’article L 1233-67 du Code du Travail,

- la régularité ou la validité de ce licenciement en application de l’article L 1235-7 du Code du Travail.

Pour connaître l’état d’avancement du traitement de votre dossier, des demandes de prise en charge et récupérer vos documents de sortie, vous pouvez vous connecter sur le site internet [www.mjbfc.fr](http://www.mjbfc.fr) :

* Identifiant : espv8rd
* Mot de passe : r446x

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.